



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/10034

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité

6388^e séance – matin

« NOUS SOMMES À UN MOMENT D'ESPOIR RENOUVÉLÉ POUR LA RECHERCHE DE LA PAIX AU MOYEN-ORIENT », AFFIRME LE COORDONNATEUR SPÉCIAL ROBERT SERRY DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Avec la reprise des pourparlers directs entre Israéliens et Palestiniens le 1^{er} septembre, « nous sommes à un moment d'espoir renouvelé pour la recherche de la paix au Moyen-Orient », a déclaré ce matin M. Robert Serry, Représentant personnel du Secrétaire général et Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, devant le Conseil de sécurité, à l'occasion de l'examen mensuel de la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Le Premier Ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, « après avoir eu le courage de se lancer dans ces négociations, doivent maintenant avoir celui de progresser et de trouver la sagesse et le leadership pour mener leur gouvernement et leur peuple vers un accord de paix », a-t-il dit.

M. Serry a rappelé qu'après des mois de pourparlers indirects, le Premier Ministre israélien et le Président de l'Autorité palestinienne s'étaient retrouvés les 1^{er} et 2 septembre à Washington, D.C., pour lancer les pourparlers directs en présence du Président des États-Unis, M. Barack Obama, avant de retrouver pour une deuxième série de discussions les 14 et 15 septembre, à Charm el-Cheikh, en Égypte, puis à Jérusalem, cette fois en présence de la Secrétaire d'État des États-Unis, Mme Hillary Clinton. Le Secrétaire général se félicite de ces premiers pas importants et remercie le Président Obama, la Secrétaire d'État Hillary Clinton et l'Émissaire américain, M. George Mitchell, a déclaré M. Serry.

M. Serry a rappelé qu'à Washington, M. Netanyahu avait affirmé que le Président Abbas était son partenaire pour la paix, que ce dernier avait condamné la violence et exprimé son souhait de trouver une solution permanente au conflit. Il a en outre rappelé que les deux hommes étaient convenus de rechercher une solution fondée sur le principe de deux peuples et deux États, que ces négociations devraient être achevées dans le délai d'un an, qu'ils devraient résoudre la question des frontières, de la sécurité, des réfugiés, de Jérusalem et de nombreux autres points, et qu'ils avaient décidé de se rencontrer toutes les deux semaines afin de travailler à un accord-cadre sur le statut permanent. Il n'est pas question d'un accord intérimaire mais d'un accord qui incarne le compromis fondamental nécessaire à un traité de paix qui mette fin au conflit et qui établisse une paix durable entre Israël et les Palestiniens, en créant un État palestinien viable aux côtés de l'État d'Israël et vivant dans la sécurité, a insisté M. Serry. Il a ajouté que, dès la deuxième série de discussions, les deux dirigeants avaient abordé sérieusement les questions clefs.

Le Coordonnateur spécial a félicité les deux dirigeants pour leur condamnation de l'attaque perpétrée le 31 août en Cisjordanie, lors de laquelle quatre Israéliens ont été tués. Il a fermement rappelé au Hamas que la non-violence, l'unité palestinienne et l'acceptation des principes de base du processus de paix constituaient la seule voie par laquelle les Palestiniens pourront réaliser leurs aspirations légitimes.

Rappelant que le gel partiel de l'implantation de colonies de peuplement imposée par le Premier Ministre israélien, il y a neuf mois et demi, avait eu des effets bénéfiques, M. Serry a déclaré que le Secrétaire général se joignait aux États-Unis et à l'Union européenne pour demander une prorogation de ce moratoire au-delà de l'échéance de ce mois. Il a aussi rappelé la position des Nations Unies, soulignant que l'implantation de colonies de peuplement est illégale au regard du droit international, et a fait état de l'appel lancé par le Quatuor à Israël en faveur

d'un gel des activités liées à l'implantation de ces colonies, y compris au titre de la « croissance naturelle », conformément à la Feuille de route.

Avec la reprise des pourparlers directs de paix, l'opportunité est grande et les enjeux sont importants, a souligné M. Serry, qui n'a pas caché que « faire la paix ne sera pas facile et comporte des risques ». Toutefois, a-t-il ajouté, les risques sont plus grands si l'on n'essaie pas et les deux dirigeants ont montré qu'ils en étaient conscients. Pour M. Serry, la communauté internationale doit appuyer des négociations et maximiser les chances de succès et maintenir un consensus fort en faveur du processus de paix. Le Secrétaire général continuera d'agir en ce sens, a-t-il affirmé, en rappelant que M. Ban Ki-moon accueillera, le 21 septembre, une réunion du Quatuor, puis rencontrera les membres du Comité de suivi de l'Initiative de paix arabe de la Ligue des États arabes.

Le Coordonnateur spécial a par ailleurs dressé le bilan mensuel de l'évolution générale au Moyen-Orient. Il a rappelé que, le 21 septembre également, le Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens se réunira pour examiner les progrès économiques et institutionnels réalisés par l'Autorité palestinienne dans la perspective de la création de l'État palestinien. Il a rappelé que la Banque mondiale avait récemment estimé que, si l'Autorité palestinienne continue de progresser au rythme actuel en matière d'institutions et de services publics, elle sera « bien placée pour la création d'un État à n'importe quel moment ». Toutefois, a-t-il fait remarquer, le budget de l'Autorité palestinienne souffre toujours d'une crise de liquidités qui risque de freiner la croissance à Gaza et en Cisjordanie, qui est actuellement sur un rythme annuel de 8%. M. Serry a donc souhaité une réduction plus importante des restrictions à la circulation en Cisjordanie.

M. Serry a jugé alarmante la récente montée de la tension à Gaza où la levée partielle du blocus israélien, en juin dernier, a permis de générer un taux de croissance de 16% au cours du premier semestre. Les importantes restrictions à l'importation de matériaux de construction en vigueur, ainsi que celles imposées aux exportations, limitent gravement la reconstruction et la relance du secteur privé, a estimé le Coordonnateur spécial.

M. Serry s'est en revanche félicité des progrès réalisés dans l'approbation par les autorités israéliennes de projets internationaux et a salué la « nature exceptionnelle » de l'accord conclu pour l'utilisation des matériaux apportés par la « flottille humanitaire pour Gaza » dont l'arraisonnement le 31 mai, après un assaut israélien sanglant, avait provoqué une crise sérieuse. À cet égard, le Coordonnateur spécial a rappelé que la Commission d'enquête sur l'incident mise en place par le Secrétaire général s'était réunie les 2 et 3 septembre, et que M. Ban s'était dit encouragé par la manière dont elle avait fixé les modalités de son travail dans une atmosphère positive et conviviale.

Le Coordonnateur spécial a noté que la situation à Jérusalem-Est était restée globalement calme, malgré un regrettable incident qui s'était produit le 26 août lorsque des colons israéliens avaient tenté d'entrer dans une mosquée dans le quartier de Silwan et provoqué des affrontements entre manifestants palestiniens et forces de police israéliennes. Il a toutefois rappelé que, si le mois du Ramadan s'était déroulé sans heurts importants, la plus grande partie de la population palestinienne n'avait pas pu se rendre sur les lieux saints de la ville pour prier. Il a par ailleurs rappelé la poursuite de la détention du caporal israélien Gilad Shalit.

Soulignant l'importance du contexte régional pour le processus de paix, M. Serry a également fait le point de la situation au Liban et au Golan syrien occupé. Le Premier Ministre libanais, M. Saad Hariri, s'est rendu le 29 août à Damas, en Syrie, pour rencontrer le Président syrien, M. Bashir El Assad, dans un contexte de tension croissante au Liban, liée à des spéculations sur de possibles inculpations à venir de la part du Tribunal spécial pour le Liban. Par ailleurs, les violations de l'espace aérien libanais par Israël étaient pratiquement quotidiennes. Quant au Golan syrien, la situation est demeurée calme malgré la poursuite par Israël des activités d'implantation de colonies de peuplement, a assuré M. Serry, précisant que 700 personnes avaient reçu d'Israël des permis pour rendre visite à leur famille en Syrie.

* * * * *